

Interview

## Petra de Sutter: «Difficile d'avoir des discussions sereines sur la GPA»

Par Virginie Ballet — 20 septembre 2016 à 20:21

Un rapport étudié ce mercredi par la Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme et les questions éthiques liées à la gestation pour autrui (GPA) suscite une déferlante d'indignations, de fantasmes et de contre-vérités. Petra de Sutter, cheffe du département de médecine reproductive à l'hôpital de Gand (Belgique), affiliée au parti vert flamand, est rapporteure de ce texte informatif et sans impact législatif.

## En quoi consiste votre rapport?

C'est un état des lieux. Les pays européens se divisent en trois catégories : ceux qui interdisent toute forme de GPA, comme la France, ceux qui l'ont légalisée, comme le Royaume-Uni, et ceux qui la tolèrent, comme la Belgique.

## La première version a été rejetée...

Je pense que les trois quarts des personnes qui ont voté contre en commission ne l'avaient pas lu, ou alors en diagonale. Certains ont aussi fait l'objet de pressions de la part de lobbys dans leur circonscription électorale, leur faisant craindre une forme de suicide politique. C'est le signe qu'il est très difficile d'avoir des discussions sereines et nuancées sur ce sujet.

## Dès lors, formulez-vous des préconisations ?

J'aimerais que l'Assemblée parlementaire s'exprime en faveur de l'interdiction de toute forme de GPA commerciale et demande aux Etats membres de ne pas violer les droits de l'enfant, comme cela est le cas en France.